

# *Tribune socialiste*

N° 326 / 4 MAI 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

## **L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEUSES**



### **Les "Ordonnances" de l'Elysée**

Harris Puisais

### **Le verrou d'Aden**

Jean-Pierre Antébi

### **Sécurité sociale : la réforme pourquoi ?**

Max Lucas

### **Cannes 7 ans de palmarès**

Jean Helms

### **Le texte du "CHE"**

## □ La semaine

Si l'on observe la situation internationale, même superficiellement, une évidence saute aux yeux : partout l'offensive américaine marque des points, plaçant des pions en Afrique, en Asie... et en Europe. Regardez la Grèce, l'analyse historique des responsabilités est une chose et le sens général d'un grave événement une autre. Ce qui est certain c'est que le coup d'état militaire, non seulement n'est pas désavoué par Washington, mais encore peut-on affirmer qu'il va au-devant des intérêts et de la ligne politique des milieux U.S. les plus agressifs. L'ambassadeur des U.S.A. acceptant d'être la caution du Roi Constantin.

Pendant ce temps, le général Westmoreland commence à prendre les réflexes d'un pro-consul : réclamant là des renforts, condamnant ici les pacifistes de son pays assimilés à des traîtres. Faut-il rappeler que simultanément les avions de l'« Air Force » bombardent le port de Haïphong.

Pendant ce temps à Paris et dans les capitales occidentales la crise économique et sociale des pays occidentaux devient à ce point préoccupante que l'on ne fait plus mystère devant l'inquiétude éprouvée des dangers d'une colonisation économique de l'Europe par les capitaux venus d'outre-Atlantique.

Pendant ce temps, il est vrai la guérilla revient à l'ordre du jour en Amérique latine : Fidel Castro, Guévara en restent les inspirateurs, recherchant une voie d'action entre Chinois et Russes dont la rivalité, n'aide pas à contrer les ambitions américaines. La gauche de notre pays n'a-t-elle pas à réfléchir en commun sur les initiatives qu'il conviendrait de prendre pour peser effectivement là où le mythe gauliste tend de plus en plus à ne plus faire le poids. Peut-être sommes-nous des Grecs en sursis et le meilleur moyen de ne pas être réduits demain à subir des aventures et une vassalisation que l'on imagine, ne consiste-t-il pas à aider de manière efficace et positive toutes les victimes de l'offensive U.S. : Grecs, Vietnamiens, Latino-Américains, etc. □

## □ C.F.D.T. : pour une politique régionale de la santé

Le Congrès fédéral des Services de santé et Services Sociaux C.F.D.T. vient de se tenir en Avignon du 19 au 22 avril. Plus de trois cents participants, venus de toutes les régions de France ont mis en commun leurs problèmes et travaillé au sein de trois commissions.

Si à Obernai en 1961 avait été proposée la mise en place de structures syndicales départementales — proposition reprise de manière plus pressante à Aix-les-Bains en 1965 — le Congrès d'Avignon va plus loin, souhaitant la régionalisation de l'organisation. Face à l'évolution de l'administration — le décret du 14 mars 1964 organise les circonscriptions d'action régionale, en 1966 il est question des métropoles régionales et pour 1970 l'I.N.S.E.E. prévoit le regroupement des régions en trois zones, — la Fédération des Services de Santé et Services Sociaux C.F.D.T. veut répondre par des structures syndicales qui soient adaptées aux exigences de notre temps. Il s'agit de « concevoir des structures évolutives souples, avec des circuits simples et rapides ».

Pourquoi cette adaptation structurale ? De plus en plus le syndicalisme joint à la notion de « contestation » celle de « participation positive ». Gaston Trincherro, secrétaire général de la Fédération écrit dans l'introduction du Rapport d'Organisation :

« Soyons conscients que dans ce monde en mutation utilisant des techniques de plus en plus audacieuses, le mouvement ouvrier ne pourra plus défendre les intérêts des salariés par la seule action directe indépendante. Nous devons prendre place dans les lieux où sont élaborées les grandes décisions. Nous irons de plus en plus vers un syndicalisme où nous aurons des responsabilités de gestion où nous serons appelés à prendre des responsabilités politiques. »

Mais l'originalité la plus grande de ce Congrès fut l'obligation pour tous les délégués de participer à l'une des trois commissions de travail :

- Problèmes généraux du Secteur Sanitaire et Social.
- Action revendicative.
- Recrutement - Formation - Promotion sociale.

L'ensemble des problèmes cernés par les trois Commissions répond assez bien à un désir de recherche d'une politique fédérale en matière de santé et d'une politique fédérale élaborée à partir des syndicats de base. Le travail sur les trois thèmes s'est appuyé constamment sur les problèmes concrets auxquels sont affrontés quotidiennement ces syndicats. C'est dire que les positions qui se sont dégagées et les pistes de recherche pour des études d'approfondissement ne peuvent conduire qu'à une politique sanitaire transitoire, à court terme, qui tient compte à la fois de la situation actuelle — dans un contexte politique donné — et des perspectives encore très floues, mal dessinées d'un plan santé.

Si le P.S.U. peut, dans une projection socialiste penser un plan Santé et réinventer l'organisation sanitaire du pays, la Fédération des Services de Santé et des Services Sociaux C.F.D.T. se situe, elle, en-deçà

d'une élaboration aussi définitive. Elle reste ouverte à « autre chose » de plus socialiste peut-être, de plus démocratique certainement. Un fait : en cours de discussion l'aspect politique des problèmes traités apparaissait intimement lié à l'aspect social et économique. Les participants se heurtaient fréquemment aux limites imposées à la « Santé » par le régime politique actuel et présentaient souvent des perspectives « Santé » qui ne pouvaient être réalisées que dans un régime socialiste. □

## □ Seine-Maritime la crise s'aggrave

Le marasme qui sévit dans cette région et que nous avons signalé à plusieurs reprises à nos lecteurs, prend de l'ampleur. Le textile, plus que toute autre activité, est sensible aux fluctuations de l'économie. Et il n'est pas étonnant qu'en cette période de récession, on parle à nouveau de licenciements.

Mardi dernier, les ouvriers des Etablissements Offroy à Malaunay ont débrayé contre les menaces qui pèsent sur l'emploi. Encore que la direction de l'usine s'en défende, il ne fait pas de doutes que des réductions d'horaires et d'emploi pourraient intervenir dès la rentrée puisque les carnets de commande ne vont pas au-delà. Déjà la confection, qui aurait été rachetée par un autre groupe, ira s'installer prochainement à Montville. Ainsi, après Boissière qui a fermé en 1964, Gillet-Thaon à Bondeville qui a arrêté son activité il y a deux mois, Grassin-Delyle à Malaunay qui a licencié vingt-cinq ouvriers il y a quelque temps, Badin à Montville fermé l'an dernier, une des dernières entreprises textiles de la vallée risque de connaître de graves difficultés.

Autre sujet d'inquiétude : les menaces de licenciements à la Compagnie Rouennaise du Linoléum au Houleme ou cent vingt emplois seront supprimés. Pour se prémunir contre ces débauchages, une délégation des élus de la vallée s'est rendue en vain à la Préfecture. Elle n'a obtenu qu'une remise de licenciements, que le patron avait certainement prévue. Cependant les travailleurs s'organisent et la constitution d'un Comité pour la Garantie et le Développement de l'Emploi dans la vallée du Cailly est un fait positif.

En effet, les possibilités de reclassement sont nulles : Sidélor (en proie à la technique de la réorganisation), la Sitap, Videon, non seulement n'embauchent plus, mais encore laissent prévoir des compressions de personnel.

Cette situation n'est pas sans surprendre en Haute-Normandie où les statistiques officielles considèrent la situation de l'emploi comme bonne, mais ne fait-on pas dire aux statistiques ce que l'on veut ? □

## Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Harris Puisais

Directeurs adjoints  
Gérard Constant  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction  
Claude Glayman

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration  
Publicité littéraire :  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6<sup>e</sup>

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F  
Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

## □ Conversations F.O. - C.F.D.T.

Les dirigeants confédéraux de la C.G.T.-F.O. ont rencontré ceux de la C.F.D.T. Ce sont les premières conversations officielles entre les représentants des deux centrales depuis l'accord C.G.T.-C.F.D.T. de 1966.

Faut-il voir là un changement d'orientation de la part de Force Ouvrière ? On sait que cette confédération n'avait pas participé aux grandes journées revendicatives du 17 mai 1966 et du 1<sup>er</sup> février dernier jugées par elle inefficaces. Toutefois l'abstention des U.D. et des syndicats F.O. n'avait pas été générale et Force Ouvrière a joué un rôle important dans le récent conflit de Saint-Nazaire.

La politique d'isolement entérinée par le dernier congrès confédéral, le rapprochement esquissé avec la C.G.C. et la « C.F.T.C. maintenue » ne pouvaient qu'apparaître scandaleux à nombre d'adhérents de la centrale de la rue du Maine proches de la F.G.D.S. et influencés par le développement du courant unitaire sur le plan politique.

La direction de F.O. a d'ailleurs condamné la demande gouvernementale de pleins pouvoirs en matière économique et sociale. Tout comme l'ont fait, dans un communiqué commun la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ont une fois de plus annoncé leur intention de proposer l'action commune à la C.G.T.-F.O. et à la F.E.N.

## Éditorial

## "Ordonnances" de l'Élysée

Harris Puisais

Le 16 mai, le général de Gaulle tiendra une conférence de presse qui précédera de 24 heures l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur les « pleins pouvoirs » demandés par le gouvernement Pompidou afin de légiférer par ordonnances, en matière économique et sociale, jusqu'au 31 octobre prochain.

Le recours à l'article 38 de la Constitution permet au gouvernement de « prendre des mesures qui sont normalement du domaine de la loi » et qui devraient donc être discutées à l'Assemblée nationale, au fur et à mesure de l'examen des projets de lois déposés par ledit gouvernement. En période législative normale, c'est-à-dire telle que le prévoit la Constitution de 1958, le gouvernement peut toujours demander le vote bloqué de ses projets, supprimant ainsi tous dépôts d'amendements modifiant son texte, mais il n'évite pas que des débats s'instituent, que des divergences se fassent jour, que des mécontentements se transforment en désaccords.

C'est pour éviter de se trouver dans cette situation qu'il juge désagréable et périlleuse que le Premier ministre inspiré par l'Élysée et M. Debré, n'a point voulu prendre de risques. Son examen de passage de l'autre jour à l'Assemblée ne l'ayant guère rassuré, il a préféré se draper dans l'attitude gaullienne du mépris et user des armes en son pouvoir pour priver les députés de l'exercice normal de leur fonction de législateur.

L'article 38 permet en effet de

bloquer en un seul débat et en un seul vote, toutes les discussions prévues. Et il faudra attendre la première session de 1968 pour que députés et sénateurs retrouvent leur "droit" et discutent de la ratification de textes appliqués durant plus de six mois.

Ce qui étonne tout d'abord dans l'exposé des motifs de cette procédure, c'est la constatation qu'elle est demandée parce qu'il reste « un délai très court pour prendre les mesures d'adaptation de nos structures aux conditions économiques et sociales nouvelles ».

On peut donc logiquement se demander quel travail ont effectué les précédents gouvernements de Messieurs Debré et Pompidou. En 9 ans de pouvoir, ces gouvernements auraient-ils fait preuve d'une telle carence qu'ils soient obligés maintenant de sonner le tocsin ? N'auraient-ils point prévu que le Marché commun serait effectif en 1968 ? N'auraient-ils point entendu parler des Houillères, des Industries Textiles, des Chantiers Navals, des Mines de Lorraine... ? Ignoraient-ils que le V<sup>e</sup> Plan envisageait allègrement 600.000 chômeurs cette année ? Étaient-ils en cette perspective, satisfaits du « matelas utile » que cela créait pour le capitalisme ? Un tel aveu d'incapacité nous comble. Des gouvernements aussi imprévoyants, ont-ils donc existé ? Qu'on écarte donc Messieurs Pompidou et Debré du pouvoir ! Hélas, le gaullisme est loin du cartésianisme !

La vérité est donc ailleurs. Cette décision de demander les pleins pouvoirs marque très clairement

la faiblesse du régime. Celui-ci ne peut se maintenir qu'en faisant des concessions à tous les groupes qui le soutiennent. Mais il ne veut pas céder à la menace du chantage permanent que les groupes d'intérêts feraient peser sur les débats de l'Assemblée par giscardisme interposé. Il ne souhaite pas que les marchandages soient publics. Le mystère lui sied mieux. Il paiera mais cela se verra moins. De toutes manières les travailleurs feront les frais de l'opération. On va leur imposer des sacrifices immédiats et leur promettre de lointains avantages plus ou moins illusoire.

C'est toute la politique économique du gaullisme qui est en cause et les expédients utilisés ne feront même pas reculer l'échéance de son échec. Celui-ci est inévitable. Et la France en sortira affaiblie.

C'est sans doute parce que le bateau prend l'eau que deux hommes politiques décident de le quitter chacun à sa manière ! Giscard d'Estaing ne manque pas une occasion de faire connaître son « oui » conditionnel, d'autant plus que celui-ci ne s'accompagne d'aucun acte politique. Prendre la responsabilité d'une crise ? Il y songe, mais pas maintenant. Elu par le gaullisme, il ne veut point jouer les Lecanuet. Il veut se démarquer sans se suicider. Il croit à l'échec du gaullisme, et il espère être l'alternative salvatrice du capitalisme lorsque cela se produira. Alors, il manœuvre. Bien entendu, il ne votera pas la censure, heureux que cette procédure lui évite de voter ouvertement le soutien. Giscard en est à l'heure des pichenettes et des piroquettes. Le jour viendra où il fera perdre l'équilibre à la majorité. Edgard Pisani, lui, a poussé sa colère jusqu'à la démission, respectant ainsi le délai limite pour rester député gaulliste et voter demain les pleins pouvoirs qui,

aujourd'hui motivent son « réflexe républicain ». Or, cet ancien Préfet de la IV<sup>e</sup> République, devenu sénateur radical avant d'être de la « gauche gaulliste » et non pas paraît-il « gaulliste de gauche » ! à la réputation de savoir habilement et opportunément mener sa carrière. Il savait que ses jours étaient comptés à l'horloge de Matignon. Et ne croyant plus à une longue survie du gaullisme il entend jouer placé lui aussi pour ce qui suivra ! A qui le tour ? On entend d'ici les craquements du Parlement.

Quelle sera l'attitude de la gauche devant cette décision du gouvernement ? Incontestablement cette procédure la privera des nombreuses attaques qu'elle entendait porter à l'occasion des débats prévus. L'initiative ne peut que la gêner. Mais elle peut aussi lui rendre service. A ce sujet, la délégation permanente des groupes parlementaires de gauche serait bien inspirée si elle saisissait cette occasion pour opposer au gouvernement une motion de censure commune. Cela brusquerait peut-être les règles académiques des « prises de contacts » mais l'efficacité compenserait largement le souci de l'orthodoxie. Et un premier pas serait ainsi fait, dans la voie du programme commun, toujours souhaité et toujours attendu. Il serait bon en effet que, profitant de ce débat, les porte-paroles des partis de gauche ne se contentent pas seulement de critiquer et de pourfendre les méthodes du gaullisme. L'occasion est bonne pour dénoncer l'échec de la politique économique et sociale du gouvernement. Mais il faut aller plus loin et bien expliquer quelle serait la politique de la gauche si elle était au pouvoir. Le ton sera le 17 mai, non plus celui des harangues publiques mais celui de l'explication politique. Le P.S.U. sera présent à ce rendez-vous. □

## Économie

## La manœuvre de Pompidou

Jacques Malterre

Votée le 6 janvier 1966, la loi qui prévoit l'extension de la taxe à la valeur ajoutée et sa réforme entrera sans doute en application le 1<sup>er</sup> janvier 1968. Il aura fallu des mois de discussion et de marchandages avec les « délégués » des professions intéressées pour parvenir à un compromis.

En demandant les pleins pouvoirs le gouvernement entend donc avoir les mains un peu plus libres, mais pourquoi faire ?

Pour comprendre ce qui va se passer il faut bien distinguer deux plans différents, encore qu'ils ne

soient pas sans rapports entre eux.

1<sup>o</sup>) Il y a d'abord les « sacrifices » et leurs contreparties. Le gouvernement a décidé de rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale et en partie celui des entreprises publiques, cela veut dire, hausses de cotisations et de tarifs, diminution des remboursements donc hausse du niveau de vie des classes populaires. M. Debré a également fait admettre l'idée qu'il n'y aurait pas d'expansion rapide, ce qui signifie économies budgétaires, faible progression des salaires et des allocations, augmentation lente mais inéluctable du chômage en 1967.

2<sup>o</sup>) En deuxième lieu il y a le Marché commun et la politique du gouvernement pour aider les entreprises françaises à affronter la concurrence.

Notons au passage qu'il y a des années que le régime s'est engagé dans cette voie et qu'il paraît bien tard pour agir. En fait les faveurs fiscales et les invitations à la concentration n'ont pas manqué depuis trois ans pour aider les entreprises françaises. Néanmoins le pouvoir réduit l'enjeu qu'il a lui-même déclenché. Pour aborder l'ère du libre-échange européen avec sérénité il voudrait disposer de deux armes :

La première, et là nous retrouvons le premier aspect de la manœuvre, c'est d'avoir une conjoncture médiocre, oui, c'est ainsi, le gouvernement estime que seule une activité faible permet de maintenir une « petite » stabilité des prix.

La deuxième arme ce serait d'avoir des fonds disponibles pour prêter

aux grandes entreprises. Actuellement les firmes françaises ont peu de ressources financières pour leurs investissements. L'Etat aimerait pouvoir leur en prêter (grâce à des accords du type Plan Sidérurgie ou Plan Calcul) pour cela il faut d'une part qu'il ait des excédents budgétaires et d'autre part que les entreprises nationales ne pompent pas trop l'épargne des Français.

Toute cette politique est profondément choquante.

C'est dans une expansion vigoureuse qu'il aurait fallu trouver les moyens d'aborder le Marché commun sans complexes d'infériorité ; cette expansion permettrait en effet de financer les dépenses d'équipement et d'accroître les rentrées budgétaires ; elle n'est menaçante pour la stabilité des prix que parce que le gouvernement n'a pas la possibilité d'engager de véritables négociations avec les organisations syndicales puisqu'il n'a pas leur confiance. □

## Aden

# L'enjeu pour la Grande-Bretagne

Jean-Pierre Antébi

Ce n'est pas par hasard que les yeux du monde politique se sont fixés quelque temps sur Aden. Car c'est là l'un des points du globe où se joue l'avenir du Commonwealth et de la Grande-Bretagne.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, celle-ci s'était assurée grâce à Aden le contrôle de la mer Rouge, porte de « l'Est de Suez » relais indispensable sur la route des Indes, de Singapour, d'Hong-Kong, etc.

Aujourd'hui les données ont changé, après avoir été une « République mercantile internationale » le Commonwealth s'effrite, les mouvements de libération nationale d'une part, la pénétration des Etats-Unis d'autre part ont détruit l'unité de l'empire britannique et ont contribué à l'évolution politique de la Grande-Bretagne.

### Une difficile reconversion

Sur les ruines du Commonwealth il s'est constitué l'une des « chaînes de défense » du monde occidental. Les anciens territoires deviennent base militaire, certains points stratégiques jugés indispensables sont conservés envers et contre tous, avec l'appui militaire et financier des U.S.A. parfois sous le couvert de l'O.N.U.

M. Wilson estime que son pays a le devoir d'assurer la défense des territoires à l'Est de Suez, mais ne pouvant offrir une protection unilatérale, par manque de moyens et en raison des accords très étroits qui le lient à Washington sur le plan de la politique nucléaire il doit souvent céder le pas, et chercher à reconvertir son pays.

La Grande-Bretagne revient aujourd'hui de son isolationnisme européen, parce qu'elle perd le Tiers-Monde elle veut se retourner vers l'Europe. Le démantèlement de son empire coïncide avec la plus grave crise économique de son histoire et avec une nouvelle demande d'adhésion au Marché commun.

Cela lui pose deux problèmes essentiels, d'une part il ne lui est pas possible d'entrer dans une Europe anti-américaine, d'autre part elle doit être débarrassée de tous ses problèmes coloniaux, tout en pouvant offrir quelque chose à ses futurs partenaires.

De même que de Gaulle a ouvert les marchés africains à la C.E.E., Wilson aimerait pouvoir lui offrir la porte du pétrole moyen-orientale, porte qui contrôle la moitié de la production mondiale.

Tel est l'enjeu de la politique britannique à Aden.

### Des intérêts contradictoires

Mais tous ces calculs sont mis en question par l'activité des groupes « révolutionnaires qui ont su se regrouper en 1966 à l'intérieur du F.L.O.S.Y. Leur activité est favorisée par la présence d'un régime « Républicain » au Yémen non seulement grâce au soutien qu'il leur apporte, mais aussi par l'exemple qu'il donne aux populations.

La carte que joue ainsi la Grande-Bretagne elle l'a joué en partie contre Nasser.

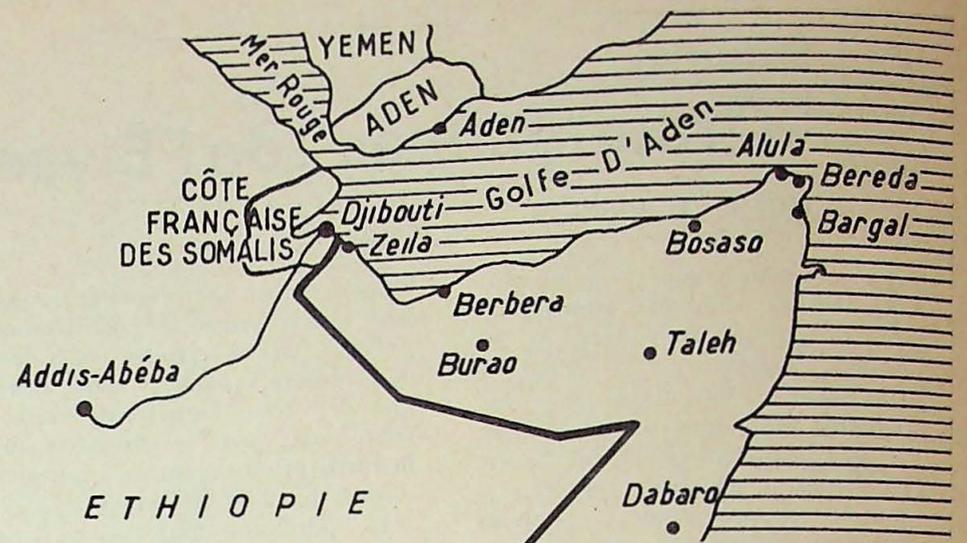
Ayant toujours misé sur les particularités ethniques, sur les petits princes et cheiks du désert elle se heurte aujourd'hui au dynamisme de l'Unité Arabe, qui pour les masses laborieuses est devenue synonyme de révolution sociale. Il est probable qu'après le départ des troupes britanniques tout le système tribal s'écroulera — déjà certains chefs de tribus en ont conscience et se rapprochent discrètement de l'Égypte.

Mais il est permis aujourd'hui de douter du départ des Britanniques. Certes les moyens militaires ayant progressé, les bases de types classiques ne semblent plus nécessaires, mais le Royaume-Uni n'est pas disposé pour autant à abandonner ses positions : l'île de Bahrein (golfe Persique), Masira (sud-est de la péninsule Sud-Arabique), Farquahar (Seychelles), Gan (îles Maldives), les îles Cocos, sont autant de points qui lui permettront d'agir dans le sud et le sud-est asiatique, et de satisfaire ainsi son allié exigeant : les U.S.A.

### Le retour de la France au Moyen-Orient

Compromise par les mouvements révolutionnaires cette politique l'est aussi par le regain d'influence de la France et la possibilité d'un axe franco-éthiopien. La fréquence des rencontres entre de Gaulle et Haïlé Sélassié, la visite de ce dernier au Caire sont autant de facteurs qui permettent d'affirmer l'existence d'un accord à trois, face aux visées britanniques, car si Djibouti sous le couvert d'une Grande-Somalie avait été contrôlé par les Anglais, l'indépendance du Yémen, voire de la R.A.U. aurait été menacée, toute la côte orientale de l'Afrique, avec ses prolongements stratégiques et ses promesses pétrolifères auraient été contrôlés par Londres.

C'était aussi le contrôle du détroit



de Bab-el-Manded et la fermeture des relations entre la Méditerranée et l'Océan Indien. Disposant déjà du Déroit de Gibraltar la Grande-Bretagne aurait ainsi verrouillé les puissances méditerranéennes dans une « mer intérieure ».

C'était une belle monnaie d'échange pour payer son entrée dans le Marché commun.

Cela explique aussi le rôle de la France qui une fois de plus se heurte à son allié britannique au Moyen-Orient. □

## Hongrie

# Le remaniement ministériel

Rémy Grillault

Depuis plusieurs mois on était en droit de s'attendre à une mutation des responsabilités à Budapest. Non pas que la situation politique l'imposât, mais à Budapest comme à Prague comme à Varsovie on vit à l'heure économique. En U.R.S.S. aussi mais les problèmes ne sont pas à l'échelle de la France. Alors qu'on peut comprendre les réformes économiques voulues par Gomulka et Kadar, subies par Novotny.

Car il y a des nuances dans ces réformes économiques. La plupart sont en réalité des querelles de générations. Les vieux combattants du communisme dirigent la puissance du parti, les jeunes technocrates lâbas comme ici « secouent le cocotier ».

Il leur arrive de le secouer trop fort et trop tôt. Alors l'un des leurs vice-président du Conseil se retrouve directeur d'usine ou 6<sup>e</sup> vice-ministre. Peu leur importe du reste. Ils savent que le temps joue pour eux. Ce n'est pas le cas en Hongrie où Kadar soutient ceux qui veulent mettre la Hongrie à l'heure pré-occidentale. Il a donc préféré diriger lui-même le changement de postes des jeunes Turcs de son régime. Il a dosé les affectations, donnant plus d'importance à l'Assemblée Nationale et valorisant ainsi l'ouverture démocratique qui s'est manifestée en permettant le choix entre deux candidats, il est vrai déclarés recevables par le Front Patriotique. Il a accepté l'option pour une réforme économi-

que qui permette l'insertion de la Hongrie dans la perspective de rapports plus larges vers l'Occident. Disons que ce geste était attendu par tous les responsables hongrois en contact avec les pays occidentaux. Non point qu'ils soient euphoriques et pensent ainsi se dégager de l'Union Soviétique. Longtemps encore ils demeureront axés sur Moscou qui leur offre de meilleures conditions pour leurs matières premières. Longtemps encore ils auront à surmonter le problème du manque de devises qui calmera leur volonté d'ouverture. Mais le sens de ce remaniement satisfait le secret désir de jeunes hommes pour qui l'époque stalinienne est de l'Histoire. Ils savent bien que l'augmentation des échanges avec les pays occidentaux est plus spectaculaire qu'efficace mais ils en mesurent l'irréversibilité et ils se donnent le moyen d'y faire face.

Si l'on veut bien concevoir que la même volonté anime la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie et que l'U.R.S.S. prise elle-même dans ce courant ne peut s'y opposer puisqu'elle le pratique, on ne peut que conclure favorablement à cette évolution.

Mais nous ne dirons pas comme le gaullisme qu'elle peut apporter une solution au problème crucial du commerce extérieur de la France. Nous reconnaissons seulement que cette tendance mérite d'être suivie par les hommes de gauche qui veulent souvent, eux, le rapprochement avec les pays dits de l'Est. □

## Sécurité sociale

# Le grand débat

Max Lucas

Le conseil des ministres a pris, le mercredi 26 avril, la décision de demander au parlement les « pleins pouvoirs » en matière économique et sociale, afin de légiférer par ordonnance jusqu'au 31 octobre prochain. Ce recours à l'article 38 de la Constitution est destiné entre autres à permettre au gouvernement de mettre en place sa réforme de la Sécurité sociale, sans consultation des élus. Pourtant, M. Pompidou déclarait, le 27 septembre dernier, à la Télévision : « Si je suis encore au gouvernement, mon intention est de présenter un plan général de réforme de la Sécurité sociale, dans un grand débat. Il faut que le pays et ses représentants le tranchent. »

La composition de la nouvelle Assemblée a rendu moins souhaitable pour le pouvoir que ce « grand débat » ait lieu.

### Le plan français de Sécurité sociale

Elaboré pendant la Résistance, ce plan fut concrétisé par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945. Il visait à harmoniser les différents régimes de prévoyance sociale déjà existants et à étendre celle-ci à l'ensemble de la population. Il devait permettre l'application du droit à la santé à tous les travailleurs et leur famille, sans entrave financière, garantir à tous ceux qui ne peuvent pas ou plus travailler, un revenu de remplacement et, enfin, servir de mécanisme de redistribution du revenu national, en prélevant davantage à ceux qui ont des ressources élevées pour garantir l'essentiel aux plus défavorisés. Pour atteindre ces objectifs, l'institution était organisée suivant une base unitaire et territoriale et la gestion des Caisses était confiée à des conseils d'administration élus, l'ensemble étant placé sous le contrôle technique et financier de l'Etat. De plus, les fonds d'Action sanitaire et sociale devaient permettre à l'organisme de jouer un rôle important dans la prévention des

maladies, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

### Une réforme — Pourquoi ?

Il faut tout d'abord noter que, après vingt-deux ans de fonctionnement, nombre de principes initiaux n'ont pas été appliqués ou ont été dénaturés. L'harmonisation entre les différents régimes ne s'est pas faite, il existe presque autant de régimes spéciaux qu'en 1945. Les revenus de remplacement et de complément sont à un niveau nettement insuffisant, bien inférieurs à ceux observés dans des pays de niveau industriel comparable. Le mécanisme de redistribution du revenu national est un leurre : les hauts salaires sont favorisés par l'existence d'un plafond de cotisation. Quant à la cotisation patronale, elle est prise en considération dans le calcul du prix de revient des produits, et donc finalement payée par le consommateur, c'est-à-dire essentiellement les salariés. Il ne s'agit donc tout au plus que d'une redistribution du revenu salarial.

La gestion démocratique, elle aussi, a été amputée. Tout d'abord, une nouvelle répartition des postes au sein des conseils d'administration diminuait la représentation des salariés. Ensuite, le pouvoir de décision de ces conseils d'administration s'amenuise d'année en année et le contrôle technique et financier de l'Etat réduit progressivement la marge de manœuvre des administrateurs de Caisse.

Bien sûr, ce ne sont pas là les sujets d'inquiétude du gouvernement. Ils se situent au niveau économique et financier. Le défaut originel de la Sécurité sociale est d'avoir été conçue isolément, sans articulation avec une politique économique d'ensemble. Le développement rapide des techniques médicales, chirurgicales et pharmaceutiques, l'augmentation du coût des soins, l'évolution démographique et l'élévation du niveau des besoins en matière de santé ont entraîné un accroissement considé-



table des dépenses de l'assurance maladie, deux fois plus rapide que celui du revenu national.

En 1964, la commission Dobler, étudiant pour la première fois les incidences économiques de la Sécurité sociale, concluait à l'existence inéluctable d'un déséquilibre financier à court terme.

L'échéance de ce « déficit » se faisant proche, même si l'on fait abstraction des charges indûment supportées par le régime général, le gouvernement a chargé plusieurs commissions d'étudier les remèdes à apporter à cet état de fait (commissions Bordaz, Canivet, Friedel). Son but est d'empêcher que l'évolution des dépenses sociales nuise à la réalisation des options économiques du V<sup>e</sup> Plan.

### « Le déficit »

La Sécurité sociale n'étant pas un champ économique clos, la notion de déficit paraît sans signification. Il n'existe en effet aucun lien évident, nécessaire entre l'évolution de la masse des salaires, donc des entrées, et l'évolution du coût des soins, donc des sorties. Il s'agit en fait d'un déficit structurel, lié aux modifications profondes de la structure des consommations dans une société à évolution économique rapide. Ne problème ne peut donc se poser en termes de comptabilité, mais seulement en termes de choix économiques.

Le problème fondamental est de déterminer quelle part de son revenu la nation doit consacrer à la protection de la santé dans son sens le plus large.

Le gouvernement, pour sa part, veut s'en tenir au seul aspect budgétaire. Et M. Pompidou, en bon financier, explique : « Il faut qu'on sache si l'on veut augmenter les recettes en maintenant le rythme d'augmentation des dépenses ou si l'on veut au contraire maintenir les recettes et diminuer les prestations sociales. »

Il est vraisemblable que la réforme gouvernementale fera la part des choses, augmentant un peu les recettes et diminuant un peu les prestations. Par la même occasion, elle permettra, par des aménagements de gestion, un contrôle plus efficace de l'Etat. La Sécurité sociale deviendra progressivement un système d'assurance sur les risques sociaux, dont seront absents les principes de redistribution du revenu national, de gestion démocratique et d'accession de tous au droit à la santé.

### Une réforme socialiste

Face à ces menaces, quelle doit être la réponse des forces de gauche ?

La politique qui consiste à s'en tenir à une défense de la Sécurité sociale, telle qu'elle est et sans perspectives à long terme, est une politique dépassée et inefficace.

Il est urgent d'étudier et de déterminer le rôle et la place de la Sécurité sociale dans une société en mutation rapide, en l'insérant dans une vue prospective globale du développement économique et social. Dans ce cadre, la participation de l'Etat au financement est nécessaire et justifiée.

Il faut remettre en cause le système de distribution des soins, caractérisé actuellement par la diversité et la liberté.

La mise en place d'un Service social autonome de Santé est indispensable à la Sécurité sociale pour réaliser pleinement ses objectifs.

Sur ces deux axes de travail, nous nous proposons de revenir plus en détail dans un prochain numéro.

Malgré la procédure expéditive demandée par le gouvernement, le « grand débat » promis doit avoir lieu. A la réforme gouvernementale, les forces syndicales et politiques de gauche doivent répondre par un nouveau plan français de Sécurité sociale. □

## QUELQUES CHIFFRES POUR 1965

Budget de l'Etat : 100 milliards.

Budget de la Sécurité sociale : 80 milliards.

### RECETTES :

14,57 milliards : cotisations salariales.

43,27 milliards : cotisations employeurs secteur privé.

14,52 milliards : cotisations Etat en tant qu'employeur.

10,82 milliards : cotisations employeurs du secteur public.

### DEPENSES :

Maladie ..... 15,2 milliards

Vieillesse, invalidité ..... 24,3 milliards

Prestations familiales ..... 15,1 milliards

Accidents de travail ..... 3,4 milliards

Gestion ..... 2,2 milliards

## Femmes

# L'exploitation des travailleuses

Jacque Nachtigal

En 1965, la C.G.T. avait organisé une rencontre nationale pour la réduction du temps de travail des femmes.

Une nouvelle rencontre féminine vient d'avoir lieu à la Bourse du Travail. Entre temps, l'esprit s'était modifié. Il n'était plus question d'obtention d'avantages catégoriels pour les femmes, mais d'alignement sur les conditions générales propres au travail masculin dans son ensemble. Ce nouveau point de vue a permis ou facilité la participation active d'organisations telles que le Mouvement Démocratique Féminin, le Mouvement Jeunes Femmes, le Centre d'Information des Cadres Féminins et de la Promotion Féminine. Le thème, fruit d'un compromis, préalable à une collaboration large, était, très précisément : les salaires, la formation, la promotion des femmes.

### Une masse de faits scandaleux

Dans la salle, quelques hommes parmi un millier de femmes, venant pour les deux tiers de la province.

Elles ont, pour la plupart, exposé des faits, une masse de faits, sans commentaires, tous scandaleux, d'une similarité lancinante, témoignage collectif d'une exploitation à deux faces : par le salaire et les conditions de travail, mais aussi par le mépris, la dépréciation, la dévalorisation de ce travail : « Nous sommes OS1 et OS2. Pour passer P1, il faut savoir travailler sur plan. Nous pourrions le faire. Mais seuls les hommes y sont autorisés et, par conséquent, seuls les hommes deviennent P1. » « Dans les C.E.T., on nous enseigne la couture et le commerce ; il y a peu de débouchés locaux. Par contre, nous sommes très appréciées des entreprises de montage électronique pour notre habileté et parce que notre C.A.P. non adapté autorise des bas salaires. Pourquoi ne pas créer un C.A.P. d'électronique ? Puisque l'habileté et les salaires sont, eux, adaptés à la production.

Ailleurs, les employeurs proposent aux jeunes filles en cours d'études des salaires fascinants à cet âge pour un emploi... sur chaîne, avec cadences appropriées. Au bout de 2 ou 3 ans, lorsque le sujet montre des signes d'usure nerveuse, on la congédie ou, au mieux, on lui propose un au-

tre emploi, mal payé, évidemment, puisqu'elle n'a ni C.A.P., ni qualification acquise.

Quant aux éventuelles revendications, on peut très bien s'arranger pour les éviter. Ainsi, chez Moulinex, qui « libère la femme » sur les panneaux publicitaires, on embauche de préférence à 30 km à la ronde. Les ramassages par cars sont organisés pour que les employées aient juste le temps de poser ou de remettre leur manteau à l'entrée comme à la sortie. Il est impossible de participer à une réunion syndicale quelconque, les moyens locaux de transport étant pratiquement inexistantes.

Le fait le plus scandaleux a été rapporté par un délégué de Cherbouurg. A l'usine de confection Dormeuil, on emploie presque exclusivement des jeunes filles de 14 à 17 ans, qui touchent de 350 à 380 F par mois. Dernièrement, l'une d'entre elle, qui s'était trompée dans son travail, a été contrainte de rester à genoux tout un après-midi. L'U.D.-C.G.T., qui en a été informé, a été très surprise d'apprendre que ce n'était pas un fait exceptionnel et que des punitions, telles que garder les bras levés et marcher autour de l'atelier, étaient fréquemment appliquées. Comment peut-on croire que des êtres aussi jeunes, traités avec un tel mépris, puissent avoir des réactions collectives de défense.

Quels sont les points importants de l'ensemble des interventions ?

### Des salaires incroyablement bas

Tout d'abord, comme on s'en doutait, les salaires féminins sont incroyablement bas : les deux tiers des femmes gagnent moins de 660 F par mois. Si cela est dû en grande partie à une sous-qualification, il y a d'autres facteurs explicatifs non moins importants. Invoquant les motifs psychologiques ou circonstanciés les plus divers, le patronat entretient entre les sexes une ségrégation des salaires souvent astucieusement dissimulée, parfois exposée sans vergogne, avec la complicité ou la neutralité des inspecteurs locaux du travail. Ainsi, dans la maison Kodak, il existe deux tableaux de salaires et primes, un tableau par sexe. Les déléguées de Bordeaux, elles, se plaignent de l'existence quasi officielle



Des salaires inférieurs de 30 % aux salaires masculins.

Collombert

de deux barèmes. Et, plus discrètement, il existe de nombreux accords et ententes locales conseillant aux employeurs un abattement systématique de 10 % sur les salaires féminins. D'ailleurs, le ministère du Travail lui-même estime aussi à 10 % l'abattement subi, à qualification identique. Ce phénomène sévit aussi chez les cadres : à la SOFRES, où les primes sont calculées en fonction des charges familiales, les femmes mariées, mères de famille, sont considérées comme célibataires. Fait amusant, une journaliste appartenant à un grand quotidien gouvernemental s'est écriée, à l'énumération de ces discriminations : « Mais, au fait, moi aussi, je suis moins bien payée que mes collègues masculins... ».

Les raisons avancées sont principalement la notion de salaire d'appoint, l'absentéisme féminin et les préjugés de l'environnement, préjugés particulièrement intéressants pour le patronat qui se charge de les perpétuer.

Si les salaires féminins sont, à l'échelle nationale, inférieurs de 30 % aux salaires masculins, c'est aussi que les femmes ont une qualification moindre que leurs collègues hommes.

« On assiste en substance, dit Mme Thibert, sociologue, à une déqualification de la main-d'œuvre féminine. On constate que, dans les secteurs industriels en pointe, les femmes y sont moins qualifiées que dans les autres secteurs. Ceci est d'autant plus navrant que c'est justement là

où la force musculaire est relayée par les machines, que des femmes convenablement formées peuvent assurer les mêmes tâches que les hommes. Mais la routine, et le profit qu'on en tire, provoquent des pressions diverses pour décourager les femmes de se perfectionner.

Quant à la promotion féminine elle est pénible et parcellaire. Les préjugés sont particulièrement forts : « Elles nous volent nos places, elles en ont moins besoin que nous, vous ne voulez pas qu'elles nous commandent » se plaignent leurs collègues hommes. « Ils voient en elles des concurrentes, des supérieures éventuelles et ils n'aiment pas ça » disent les directeurs. Diviser pour régner, les discriminations se chiffrent en bénéfiques. Les femmes se voient refuser, pour la seule raison qu'elles sont femmes, les classements, les postes qu'elles convoitaient, qu'elles méritaient. Plus on monte dans la hiérarchie, plus le pourcentage de femmes diminue. Celles qui ont des postes élevés dans les entreprises sont affectées à des occupations latérales telles que les relations publiques, et, ne peuvent agir au niveau du recrutement et de l'avancement pour mettre fin à la discrimination.

### Méconnaissance des droits des femmes

Dans ce climat particulièrement maussade, quelle est l'attitude des



Un emploi... sur chaîne avec cadences appropriées.

Collombert

femmes ? On leur reproche souvent leur manque de combativité. Il serait plus juste de reprocher à qui de droit ce conditionnement, cet apprentissage qui transforment les filles en des êtres écrasés par leur nature, le mépris, le travail, à qui l'avenir semble à tout jamais vide d'espoir. Leur résignation, c'est cette perception d'impuissance définitive, perception soigneusement entretenue.

Les femmes sont mal informées ; elles ne connaissent pas leurs droits. Elles sont le plus souvent employées dans de petites entreprises et 90 % d'entre elles ne bénéficient pas de conventions collectives. Et, si elles les connaissent, elles se sentent tellement mal assurées qu'elles préféreraient renoncer à les exiger. Il est vrai qu'il ne suffit pas d'avoir des droits, il faut encore posséder les moyens d'en bénéficier. Or, les femmes sont une force sur le marché du travail. Quand elles s'engagent dans la lutte, elles obtiennent des succès spectaculaires, exposés par les déléguées : à l'usine Poulain de Blois, les femmes obtiennent la suppression de la discrimination, ainsi que diminution générale de l'horaire ; dans une usine de pâtes de Marseille, toutes les femmes manœuvres ont été classées O.S. Ailleurs, ce sont des avantages sociaux pour tous. De plus, des procès ont été gagnés sur des organisateurs de concours réservés initialement aux candidats masculins. Chez Rhodiaceta, qui emploie 3.000 femmes, celles-ci étaient aussi acharnées que les hommes à tenir la grève et ce sont elles qui ont organisé la collecte et la distribution des

vivres. A Hersthal enfin, c'est à la suite d'une semaine d'études sur les problèmes féminins que s'est effectuée une prise de conscience aboutissant à des pressions sur les délégués syndicaux pour mener une action. « Pour nos filles, il faut nous unir sur le plan européen » conclut la déléguée belge.

#### Des discriminations illégales

Les discriminations de salaires sont, en fait, illégales comme l'a montré un juriste. Le gouvernement français, signataire du traité de Rome, en a admis l'article 119 dans lequel figure le principe : à travail égal, salaire égal. Et, les juges français ont toute possibilité légale de faire appliquer les conventions internationales. Le gouvernement porte une lourde responsabilité en n'honorant pas sa signature, d'autant plus que les principes figurent dans le préambule de l'actuelle constitution. Mais le patronat français préfère contourner la loi en se réfugiant derrière le décret du 11-2-50 concernant la liberté des conventions collectives.

« Ce que les femmes demandent, ce ne sont pas des avantages catégoriels, ce ne sont pas des cadeaux, mais ce à quoi elles ont droit » dit M.-T. Eyquem (M.D.F.) : une formation pour les filles identique à celle des garçons, un salaire selon le travail, une promotion selon le mérite. Elles veulent une diminution des horaires pour tous, des crèches, des garderies, des équipements collectifs

« sans lesquels la vie professionnelle des femmes ne peut être qu'un tour de force épuisant ». Elles veulent suivre des cours de formation et de perfectionnement permanents pendant leur temps de travail et sans diminution de salaire, ainsi que des possibilités réelles de recyclage.

Ces journées constituent donc une étape importante dans l'étude de la condition féminine, sous un de ses aspects principaux, ses liens immédiats avec la sphère de production. Comme on l'a déjà signalé, un des éléments essentiels est l'abandon des revendications spécifiques aux mères de famille qui travaillent. On ne répétera jamais assez à quel point ces revendications sont nocives pour la promotion et même pour l'embauche des femmes. Elles peuvent à la rigueur se concevoir localement, dans des entreprises où les femmes sont aliénées de la façon la plus directe, où elles sont soumises à une atmosphère dégradante de crasse, de bruit, de cadences, de chaînes, de réprimandes, où la promotion est nulle, où la main-d'œuvre masculine ne se hasarderait pas. Alors tout ce qui peut soustraire les travailleuses, ne serait-ce qu'un quart d'heure par jour, à cet univers infernal semble la voie de la liberté. Encore que le patronat préférera sans doute embaucher des jeunes filles et s'en débarrasser à leur mariage. Dans les secteurs mieux payés, où la M.O. masculine est présente, alors toute chance de promotion, si faible soit-elle, disparaît en même temps que l'acquisition de ces avantages catégoriels.

#### Aborder le problème de la maternité

Et, si les mères de famille travailleuses doivent être aidées plus qu'elles ne le sont, ce n'est pas un patron, mais les patrons, mais la collectivité qui doivent en supporter la charge. Si la maternité est une fonction sociale : il faut être deux pour faire un enfant et toute une collectivité pour faire un adulte. (Par exemple, ni le père ni son patron ne semblent impliqués par la maladie des enfants, l'absentéisme corrélatif reste un phénomène spécifiquement féminin. La paternité ne serait-elle pas une fin socialement plus confortable que la maternité ?)

Il semble que l'abandon des thèses soutenues en mai 1965 soit dû non seulement à un meilleur jugement des conditions d'insertion des femmes dans le monde du travail, mais aussi à une pression du Mouvement Démocratique Féminin, qui a mis sa participation à ce prix. En revanche, et c'est là le côté négatif de l'affaire, certains problèmes tels que la planification des naissances ont été passés *totalemment* sous silence.

A ce sujet, la C.G.T. a observé jusqu'à un passé récent un mutisme ab-

solu, tant dans ses publications syndicales que dans sa revue féminine, *Antoinette*.

Les sujets d'étude étaient donc strictement bornés. Et si l'on a eu une photographie spectaculaire de conditions de travail des femmes, les causes n'ont pas toujours été bien analysées, contrairement à ce qu'affirme *le Monde*.

Le retour au foyer, le surmenage et l'absentéisme des femmes, dus à leurs maternités, sont perçus globalement par les patrons comme le facteur essentiel dévalorisant la main-d'œuvre féminine. Cela a été constaté, sans plus. On s'est contenté d'affirmer ou de laisser entendre qu'il était bien naturel de soigner son enfant malade et que les patrons devaient le tolérer.

Or, on sait que toute dévalorisation d'une partie de la population est une opération très fructueuse et qu'elle est généralement accompagnée d'une action idéologique propre à persuader les intéressés qu'il s'agit là d'un phénomène naturel et définitif.

Sous tous ses aspects. Dans les ménages où le salaire du mari le permet, la femme-mère est incitée à s'occuper de l'éducation de ses enfants, « le plus beau des métiers ». Elle sera, en même temps, une consommatrice docile, et son mari ne travaillera que mieux, il fera plus d'heures supplémentaires et évitera de se mettre en grève longtemps. Lorsque le ménage a des revenus insuffisants, la femme sera la victime idéale d'une quelconque entreprise. Culpabilisée en tant que mère, puisque, contrairement à la norme et aux idées reçues, elle ne s'occupe pas de ses enfants à plein temps, mortifiée en tant qu'épouse puisqu'elle n'a même pas eu la chance de trouver un mari qui l'entretienne, elle acceptera d'autant plus facilement sa condition précaire d'esclave. Quant aux intellectuelles et autres qui travaillent pour le plaisir ou toute autre raison saugrenue, c'est l'inévitable déchet inhérent à toute action de masse où, Dieu merci, le système fonctionne bien. Alors, pourquoi construire les équipements collectifs que les femmes demandent ?

Par-delà ces quelques critiques, la rencontre des 8 et 9 avril a été l'occasion de dresser un tableau global et actuel de la vie professionnelle des femmes. Les participants ont pu aussi constater que celles-ci étaient capables de s'unir et de prendre leur avenir en main. On souhaite vivement que ce soit le point de départ d'un travail approfondi, en commun, sur les racines sociales et économiques de la condition féminine, sur leur impact précis dans les rouages de la vie, sur leurs supports idéologiques, sur la stratégie la meilleure pour obtenir une émancipation réelle et totale. □

## Assemblée Nationale

### Les interventions de Yves Le Foll et Roger Prat au cours d'un débat sur la « Marée Noire ».

● Yves LE FOLL

« Les Bretons jugeront le gouvernement sur ses actes »

Le pétrole n'est pas politique, avez-vous dit, monsieur le Ministre. Peut-être, mais il n'en a pas moins tenu une place importante sur le plan international et bien des vies humaines ont été sacrifiées aux intérêts qui s'y rattachent! Aujourd'hui aussi, un problème politique se pose, puisque nous avons à juger l'action du gouvernement.

Il semble que celui-ci ait enfin pris conscience de l'ampleur du problème, mais il est regrettable qu'il ait attendu si longtemps. Certes, la situation était sans précédent et il a fallu innover. Était-ce une raison pour pratiquer la politique de l'autruche ?

Il est vrai que depuis plusieurs mois le gouvernement n'en pratique pas d'autre. Ce qui m'a surpris le plus dans le premier débat de la législature — le premier auquel j'assistais — fut d'entendre les représentants des diverses fractions de la majorité et le Premier ministre lui-même insister sur l'urgence des mesures à prendre dans tous les domaines. Aujourd'hui, l'urgence semble telle que le Conseil des ministres vient de décider de demander les pleins pouvoirs, c'est-à-dire une nouvelle démission du parlement. Les difficultés étaient pourtant connues de longue date et si le pays n'y est pas préparé, ce n'est pas la faute de l'opposition! A quoi donc a servi cette stabilité qu'on présente comme une panacée? Sans doute cette inertie s'explique-telle par la campagne électorale et la formation du gouvernement.

Mais, en ce qui concerne la calamité qui frappe nos côtes, on trouve plus commode d'incriminer les prévisions optimistes de quelques techniciens. Ce n'est ni courageux ni élégant!

En tout cas, la surprise fut totale quand, le 10 avril, arrivèrent sur le littoral breton les premières nappes de pétrole. Ni la marine nationale, ni la marine marchande, ni l'aviation n'en avaient

Notre camarade Guy Desson, député des Ardennes, nous informe qu'il est signataire du texte d'orientation « Le Parti devant la perspective de la gauche unie » parue pages 4 et 5 du précédent numéro de T.S.

suivi les déplacements pourtant aisément repérables. A l'échelon local, aucun service n'était capable de définir la composition des produits recueillis sur les côtes. Trois semaines auraient pourtant suffi pour prélever et analyser des échantillons. Personne ne savait s'il fallait ou non employer des détergents, s'il fallait leur préférer des coagulants, s'il fallait attaquer la nappe en pleine mer ou attendre son arrivée sur les plages. Quant à l'enlèvement et à l'évacuation des déchets, la question n'avait même pas été envisagée. Il fallut attendre dix jours pour que soient prises les premières mesures efficaces.

Mais le mal est fait. Il s'agit maintenant d'en éviter le retour et de réparer les dommages.

Pour être efficace, le recours à l'armée devrait être mieux organisé.

Un effort plus poussé permettrait d'assainir complètement le littoral avant le début de la saison touristique. Il convient aussi de lutter contre les fausses nouvelles, dont on ne sait si elles répondent au désir de fournir des informations sensationnelles ou si elles servent des objectifs peu avouables? Plusieurs stations de la baie de Saint-Brieuc ont été amenées à déposer une plainte contre un journal qui affirmait que la côte entière avait été touchée: en fait, 80 km ont été touchés; c'est déjà beaucoup trop, mais cela ne fait qu'un quart des rivages des Côtes-du-Nord. Il est donc souhaitable que l'O.R.T.F. fasse connaître la vérité à ce sujet.

D'autre part, vous avez annoncé des mesures financières, mais sans préciser la façon dont vous appliquez les textes sur lesquels vous appuyez. On ne peut admettre que les collectivités locales endossent une partie des frais entraînés par la lutte contre la pollution. C'est à 100% que l'État doit les indemniser: ainsi le veulent la justice et la solidarité nationale.

Vous avez mentionné d'autres aides, mais en vous bornant à faire des promesses; sachant dans quelle mesure les promesses faites à l'occasion des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Plans ont été suivies d'effet, les Bretons ne s'en contenteront plus, et c'est sur des actes qu'ils jugeront le gouvernement. □

Le Comité Politique National a décidé qu'une « Tribune Libre » serait ouverte page 8 de T.S., chaque semaine d'ici la réunion du Congrès National des 24 et 25 juin.

Afin de permettre l'insertion d'au moins trois articles par numéro, nous prions les camarades envoyant des textes de ne pas dépasser la longueur d'une page et demie en double interligne.

● Roger PRAT

« Les Bretons demandent la justice et non l'aumône »

Représentant un département maritime, je ne reprocherai pas à certains orateurs d'avoir abordé le problème d'ensemble de la marine marchande. J'espère que nous pourrions examiner plus à fond cette question, dont la grève actuelle des équipages montre la gravité. M. le ministre de l'Intérieur a voulu, lui aussi, élargir le débat; je ne le suivrai pas sur ce terrain, et je reviendrai au mazout.

Je ne reparlerai pas des circonstances du naufrage. Cependant, je tiens à souligner les responsabilités encourues par les gouvernements anglais et français. Chez nous, les pouvoirs publics ont laissé croire pendant deux semaines que la marée noire n'atteindrait pas la France. Pourtant, les avertissements ne lui avaient pas manqué. Le 22 mars, *Le Télégramme de Brest* avait annoncé que la pollution de nos côtes était probable. Le 23 mars, dans un communiqué adressé au Premier ministre et au ministre de l'Équipement et de l'Industrie, la Chambre de commerce de Brest avait exprimé les plus vives inquiétudes sur les conséquences désastreuses qu'aurait la pollution des côtes du Finistère.

La circonscription que je représente comprend treize arrondissements côtiers; certains, les plus nombreux, ne sont pas affectés par le mazout, mais aucun n'est à l'abri de ce fléau. Je rends hommage, comme je l'ai déjà fait au Conseil général du Finistère et dans les réunions d'élus, à tous ceux qui luttent: population, autorités départementales, fonctionnaires de la protection civile, militaires et marins. Mais les moyens dont ils disposent sont insuffisants. Le nombre des soldats et des marins n'est pas assez élevé: 600 pour toutes les côtes de mon arrondissement! Sur le front de la défense, le Plan Orsec est un échec. Nous demandons au ministre de prendre des mesures à la dimension de la calamité qui nous frappe.

L'on s'est enfin résolu à attaquer la nappe de mazout en haute mer et à la précipiter par le fond en dehors des lieux de pêche et des frayères. Il faut poursuivre cet effort, et l'intensifier. Il faut aussi nettoyer nos rivages et sau-

ver la saison touristique. Dès la fin de la grande marée, c'est-à-dire ce soir, ou demain, si des produits inoffensifs n'ont pas été découverts: il faut mobiliser des milliers de soldats et de C.R.S. pour un travail « à la chinoise » qui rende à nos côtes le visage qu'aiment tant de personnes.

Le temps presse. Car, si les annulations de locations restent peu nombreuses, les réservations se font rares. Or, dans le Nord-Finistère, le tourisme emploie 15.000 personnes et rapporte quelque 75 millions de francs.

Notre ostréiculture, qui produit chaque année environ 3.200 tonnes d'huîtres, représentant une valeur de 300 à 400 millions, semble pour l'instant épargnée. Cependant, les « naissains », les jeunes huîtres, ont été pollués, et l'on ne pourra mesurer les dégâts que dans quatre ou cinq mois.

Nos pêcheurs ne peuvent plus vendre leur poisson. Certains, qui pratiquaient la pêche aux crustacés aux Seven Stones, là où s'est échoué le *Torrey-Canyon*, ont dû rester au port.

Nous demandons que les dommages subis soient considérés comme une calamité nationale, et que tous les frais engagés dans la lutte contre le mazout soient à la charge de l'État. Il serait inadmissible que nos communes côtières supportent une part, même légère, de la dépense. Nous ne sommes en rien responsables de cette catastrophe due à une course insensée au profit. Nous exigerons — et les Bretons ont montré qu'ils savent user de moyens de pression efficaces — l'indemnisation totale des sinistres et du manque à gagner. Mon ami Tanguy-Prigent et moi-même avons adressé, dès le 11 avril, une lettre en ce sens au Premier ministre.

Cette prise en charge par l'État ne doit comporter ni restriction, ni limitation géographique, ni discrimination entre les communes déclarées sinistrées et les autres, qui ont participé à la lutte et pâtissent elles aussi de la psychologie du mazout.

Les Bretons demandent, non pas l'aumône, mais la justice. Puisque vous n'avez pas su prévoir, sachez au moins réparer! □

## Exposition

Saint-Domingue  
derrière la vitre

André Laude

Jusqu'au 15 mai, la librairie St-Germain-des-Prés (\*) animée par le poète Jean Breton, présente une passionnante et émouvante exposition consacrée aux peintres populaires et naïfs de St-Domingue.

On peut admirer, dialoguer avec une dizaine de toiles aux formes et couleurs violentes, qui ne cesseront pas d'étonner « l'amateur d'art ». Ceux qui ont peint ces toiles sont des hommes saisis par la rage de l'expression, au-delà de tout choix esthétique préconçu. Ils confirment une fois de plus que la beauté peut être créée par tous, qu'elle n'est pas l'apanage des anciens élèves des Beaux Arts. Ils confirment ce qu'André Breton n'a cessé de clamer, les infinis pouvoirs créateurs de l'homme, en prise directe avec les mythes, les obsessions, les terreurs et les rêves communs. L'Homme : un trésor est caché dedans.

Hommes et paysages de St-Domingue, flore et faune des Caraïbes : tout un monde lié encore aux forces profondes, influencé par les soleils

et les ombres, les vents et les astres, nous est ici livré. Des images aussi de la dignité, de la patience, de l'énorme persévérance de la créature humaine. Des couleurs qui sont une fête même si elles disent la misère, la mort, la douleur.

Entourant ces toiles, un ensemble de photos de la « Révolution » assassinée par l'impérialisme U.S. et les réactionnaires de St-Domingue. Des photos exaltantes de jeunes femmes miliciennes, belles, défilant dans les rues du réduit constitutionnaliste ; des photos atroces d'enfants mutilés, de corps souillés ; des photos graves du colonel Camano, géant au bon sourire, de combattants aux doigts incrustés dans la crosse des fusils, prêts à vaincre ou à mourir debout, face à la vermine fasciste.

Si vous passez à St-Germain-des-Prés, entrez dans la librairie de Jean Breton. Vous en sortirez plus riche qu'avant. □

(\*) 184, bd Saint-Germain.

## Livres

## Sociologie du Chili

C. A. Girault

Le Chili fait partie du petit nombre de pays pour lesquels il est légitime de se poser la question : pays sous-développé, pays en voie de développement ou pays développé ? Il est vrai qu'au Chili, comme en Argentine ou comme au Mexique, cette question n'a sans doute pas vraiment de sens au niveau national mais se pose surtout au niveau régional avec la coexistence de régions agricoles attardées et de quelques foyers industriels. L'espace national apparaît ainsi compartimenté en zones de développement (autour des pôles modernes) et en zones de sous-développement.

Au dualisme économique correspond un dualisme social entre une société traditionnelle très profondément divisée en « grands » et « petits » et une société moderne qui tendrait à se constituer autour de la classe moyenne.

## Une collaboration

Une étude récente, fruit d'une collaboration entre sociologues chiliens et français (1) nous invite à recon-

sidérer l'évolution des classes sociales dans une phase de développement. Ce travail réalisé dans deux entreprises de la région de Concepción s'impose par le sérieux des méthodes employées.

D'un côté, la communauté industrielle de Lota se groupe autour des mines de charbon qui sont exploitées depuis une certaine d'années et qui fournissent une part notable de la production nationale. De l'autre, l'aciérie moderne de Huachipato dont la construction remonte à 1947 emploie quelques milliers d'ouvriers dans la banlieue de Concepción. Entre ces deux communautés existent des différences remarquables, le but des sociologues n'étant pas tant de les décrire que de les quantifier et surtout de les expliquer.

Les réponses données à un questionnaire très complet par un échantillon représentatif permettent de comparer les attitudes ouvrières à Huachipato et à Lota quant au travail, au désir d'ascension sociale, à la participation syndicale... Ces attitudes sont mises en relation avec les

données de base des groupes considérés : âge et situation familiale, origine géographique, revenu, qualification, instruction, participation à des groupes culturels, religieux, politiques, ce qui donne un très large éventail de liens de causalité. C'est peut-être un des défauts de cette étude que d'avoir cherché à mettre systématiquement en rapport des facteurs trop nombreux, défaut excusable par son caractère de recherche. Cela nuit pourtant à la clarté des hypothèses et surtout à l'opposition nette entre les deux communautés.

A Lota, nous sommes en face d'une population ouvrière jeune, qui a émigré directement depuis des zones rurales, qui possède un niveau d'instruction et de qualification très faible. La barrière sociale est très élevée entre le groupe des contremaîtres, des employés et des cadres et le groupe des ouvriers. La situation économique défavorable de l'entreprise (production en baisse) et toutes ces raisons tendent à donner à la conscience ouvrière une résistance idéologique et une fermeture inconnues à Huachipato. L'organisation industrielle de l'entreprise est dans presque tous les cas un objet d'hostilité, ce qui entraîne en retour sur le plan collectif l'expression de la solidarité ouvrière à travers les luttes syndicales et politiques et sur le plan individuel l'espoir quasi irréalisable de devenir indépendant, de s'établir à son compte, ou l'espérance d'un monde meilleur apportée par la religion.

## Jusqu'à Mallet et Lipset

La population ouvrière de l'usine sidérurgique de Huachipato est d'origine surtout urbaine. Quand elle est d'origine rurale, sa migration s'est effectuée en deux étapes (de la campagne vers un bourg, puis du bourg vers la ville industrielle). Elle possède un degré d'instruction et de qualification que l'on n'expliquerait pas sans mentionner le système rigoureux de sélection à l'embauche, ce qui fait que l'entreprise distribue des salaires qui sont parmi les plus élevés du pays. Malgré la jeunesse de l'entreprise (2), la participation syndicale est égale à celle de Lota. Mais le sens qui lui est donné n'est plus du tout le même que dans le cas précédent. Alors qu'à Lota le syndicat est un mode d'expression d'une révolte générale contre la société industrielle, ici il est un élément de plus forte adhésion aux valeurs bourgeoises : le désir de promotion à l'intérieur de l'entreprise n'est en aucune manière antithétique de la participation syndicale, bien au contraire.

Voilà donc deux communautés industrielles qui s'opposent par tant de points que l'on hésiterait à les croire contemporaines et situées dans la même région, dans le même pays. L'une fait penser au temps des luttes ouvrières de la fin du siècle dernier, l'autre par ses aspects modernistes ne s'éloigne guère du modèle nord-américain décrit par S.M. Lipset dans « *Union Democracy* ».

Les conclusions d'Alain Touraine montrant dans ces deux entreprises, non des cas particuliers, mais comme des « moments successifs d'une évolution » sont fortement convaincantes. En opposant deux classes ouvrières, une ancienne, refermée sur elle-même et une nouvelle, beaucoup plus intégrée à l'entreprise, les auteurs rejoignant l'analyse de Serge Mallet dans « *La nouvelle classe ouvrière* », confirmant que le développement économique et social à son origine comme à son point d'aboutissement, ne va pas sans à-coups et sans disparités.

Cette étude invite à réfléchir sur la pratique politique dans un tel contexte social. A Lota, les ouvriers luttent au coude à coude, contre un système qu'ils détestent mais ils semblent aveugles sur les fins qu'ils poursuivent. A Huachipato, l'instruction des ouvriers est mise au service d'un mouvement rationalisé utilisé à des fins de revendications calculées, mais au bout du compte faisant perdre le sentiment de la solidarité ouvrière au profit d'une adhésion de plus en plus marquée aux valeurs de la classe moyenne.

Ce livre traitant de la conscience ouvrière dans un pays lointain est donc plus proche de nous qu'il n'y paraît. Demeurant constamment sous-jacents à l'exposé les thèmes de l'unité de la classe ouvrière et du développement. Les hypothèses explicatives sont toujours intéressantes, souvent ingénieuses (parfois trop). En mettant en parallèle ses propres résultats avec ceux auxquels aboutissent les sociologues américains, Torcuato di Tella peut même réfuter une théorie comme celle qui veut que des émigrés venant de la campagne dans un milieu urbain industriel se syndiquent moins qu'une main-d'œuvre d'origine urbaine.

Sur le plan de la présentation matérielle, on peut regretter que les graphiques illustrant le texte ne soient pas plus lisibles, qu'on n'ait pas adjoint quelques précisions sur la localisation des entreprises, quelques photographies montrant les logements des ouvriers, car en sociologie comme ailleurs une description concrète permet souvent une meilleure compréhension qu'un raisonnement abstrait. □

(1) Torcuato di Tella, Lucien Brams, Jean-Daniel Reynaud, Alain Touraine : HUACHIPATO ET LOTA — Etude sur la conscience ouvrière dans deux entreprises chiliennes — Recherche menée par l'Institut de Recherches Sociologiques de l'Université du Chili — Texte de Torcuato di Tella, préface de Georges Friedmann — Editions du Centre National de la Recherche Scientifique 1966.

(2) Dix ans environ puisque l'enquête sur le terrain a été réalisée en 1956-57.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

**Les 400 coups**

## Festival de Cannes

# Ils ne sont pas assez chauvins

Jean Helms

*En dépit des fraternelles pressions dont on essaye de les faire profiter, les jurys des festivals et autres compétitions cinématographiques ne se montrent pas assez chauvins. Pour s'en assurer, il n'est qu'à se reporter à l'Annuaire du Cinéma où est publiée une rétrospective de leurs palmarès depuis 1959. Il est vrai que cinq Lions de Saint-Marc sur sept sont allés à des Italiens ; que les super-producteurs américains collectionnent les Oscars U.S.A., tandis que Moscou s'en tient aux traditionnels succès réalistes ou populaires. Il est également vrai que Karlovy Vary a des attentions pour les démocraties populaires tandis que Saint-Sébastien balaye de son phare chrétien le grand large Atlantique. Mais en 1962 Cannes n'hésite pas à inventer sur le champ (et pour la dernière fois) un prix de la « Meilleure interprétation d'une épopée révolutionnaire » pour ne pas contrarier la délégation soviétique tandis que l'U.R.S.S. reconnaissante nous sert en 1965 un « Diplôme spécial du jury à Bourvil pour la meilleure interprétation comique dans le Corniaud ». Non, les jurys des festivals ne sont pas assez chauvins. Mais ont-ils le goût assez fin ?*

### 1960 : CAYATTE SAUVE DES EAUX

C'est l'année du « fair-play » européen. Cannes couronne avec « La Dolce Vita » de Fellini un prestigieux Italien. Qu'à cela ne tienne, Venise primera un Français. Mais le choix équivaut à un camouflet : « Le passage du Rhin » de Cayatte alors que Demy vient de tourner « Lola » et Bresson « Pickpocket » ! Heureusement le Prix spécial du jury vénitien est accordé à « Rocco et ses frères » de Visconti également primé par la Fédération Internationale de la Presse Cinématographique (F.I.P.R.E.S.C.I.) tandis que deux prix non officiels (San Giorgio et Pasinetti) distinguent « Il n'y a pas d'amour plus grand » du Japonais Masaki Kobayaski. En outre la Coupe Volpi honore (après Berlin il est vrai) Shirley Mac Laine pour son interprétation de « La Garçonnière » de Billy Wilder. Ce dernier film obtient l'Oscar américain tandis que l'orthodoxe Karlovy Vary prime un film soviétique (« Serioska »). Berlin qui a donné son Ours d'Or à l'Espagnol Ardavin (« Lazarillo de Tormes ») sauve cependant l'honneur en attribuant son Prix de la mise en scène à Jean-Luc Godard pour « A bout de souffle ». Il était temps.

### 1961 : L'ANNEE DE MARIENBAD

Année faste. Venise accroche à son écusson un des plus beaux fleurons : « L'année dernière à Marienbad » de Alain Resnais. Mais Hollywood distingue également « West Side Story » de Robert Wise, Buenos Aires : « Samedi soir, Dimanche matin » de Karel Reiz. Locarno : « Les Feux dans la plaine » de Kon Ichigawa. Cannes couple la révélation de « Une aussi longue absence » de Henri Colpi (déjà primé il est vrai par le Delluc) avec « Viridiana » de Bunuel. Si l'Ours d'Or de Berlin s'enfonce dans « La Nuit »

d'Antonioni, le jury décerne un prix au savoureux « Une femme est une femme » de Godard et à Anna Karina pour son interprétation dans ce film. Puis le tableau s'assombrit : Saint-Sébastien distingue de nouveau un film américain, la pénible « Vengeance aux deux visages » de Marlon Brando. Eclectique, Moscou partage ses faveurs entre « La Princesse de Clèves » de Pintarissable Delannoy et « L'Enclos » d'Armand Gatti. Pour la seconde fois les Américains dédient leur obsession et leur Oscar étranger à Bergman « A travers le miroir ».

### 1962 : BRESSON ECLIPSE

L'euphorie retombe. Personne n'a remarqué « Eva » de Losey. Pour son « Procès de Jeanne d'Arc » (primé par l'Office Catholique et le Meilleur Film de la Jeunesse), Bresson partage à Cannes la coupe amère d'un deuxième prix avec Antonioni (« L'Eclipse ») tandis que la Palme d'Or échoit à l'obscur Brésilien Antonio Duarte pour « La Parole donnée ». Le Prix d'interprétation accordé à Cannes à Rita Tuschingham rappelle par la bande l'existence du « Goût de miel » de Richardson. En veine cette fois, Karlovy Vary décerne à ce film le Prix du Jury ainsi qu'à « Accatone » de Pasolini tandis que son Grand Prix va au remarquable « Neuf jours d'une année » de Mikhail Romm. De leur côté les Américains s'échauffent avec « Lawrence d'Arabie » de David Lean pendant que l'Italie rafle des coupes un peu partout : à Saint-Sébastien avec Damiani (Isola di Arturo), à Buenos Aires avec Elio Pietri « Les jours comptés » où Pon prime cependant « Jules et Jim » de Truffaut et à Venise bien sûr « Le Journal intime » de Zurlini partage cependant le Lion de Saint-Marc avec « L'Enfance d'Ivan » de Andrès Tarkovsky et la Coupe Volpi va à Emmanuelle Riva pour « Thérèse Desqueyroux ».

Enfin Berlin prime Schlesinger (« Un souffle de bonheur ») et Locarno, après le Delluc, Reichenbach (« Un cœur gros comme ça »).

### 1963 : LES OSCARS DE RICHARDSON

Pour une fois que Hollywood ne couronne pas un Américain, elle a le bon goût de distinguer l'Anglais Tony Richardson qui obtient quatre oscars pour « Tom Jones », une Coupe Volpi pour l'interprétation de Albert Finney dans ce film et le Grand Prix de Buenos Aires pour « Le Monde face à moi ». Mais ce sont les Italiens qui marquent encore le plus de points : « Huit et demi » de Fellini consacre la coexistence pacifique en décrochant à la fois un Oscar à Hollywood et le Grand Prix de Moscou où l'opinion, lassée des poncifs officiels, impose pratiquement ce choix. Cannes prime « Le Guépard » de Visconti, Saint-Sébastien : « Ma fiosa » de Lattuada enfin Venise « Main basse sur la ville » de Francesco Rosi. Seules au Lido, la Critique Internationale et la Coupe Volpi (pour le jeu de Delphine Seyrig) ont apprécié « Muriel » d'Alain Resnais. Locarno préfère les films tchèques (« Transports du Paradis ») et Berlin la science fiction. Enfin le Delluc fait oublier son prix à « L'Immortelle » en couronnant cette fois « Les Parapluies de Cherbourg » de Jacques Demy.

### 1964 : CANNES SOUS LES PARAPLUIES

Renouant avec les années d'or de l'après-guerre, Cannes prime enfin un très grand film avec « Les Parapluies de Cherbourg » (également distingué par l'Office Catholique). Hollywood encense une autre comédie musicale de qualité : « My fair Lady » de Georgè Cukor. Plus anglo-saxonne Venise (et la Critique Internationale) préfère « Le Désert rouge » d'Antonioni à « L'Evangile selon saint Mathieu » de Pasolini qui doit se contenter du Prix Spécial du Jury et de celui de l'Office Catholique. Mais les Italiens offrent le prix de la première œuvre (et le Pasinetti) à « La Vie à l'envers » de Alain Jessua. Impavide, Saint-Sébastien couronne — c'est tout un programme — « America, America » de Elia Kazan, tandis que Karlovy Vary prime avec « Les Accusés » une nouvelle démocratie populaire. Mais c'est à Locarno qu'on découvre « L'As de Pique » tandis que Cannes et Venise s'unissent pour un hommage posthume à « La Passagère » du Polonais Andrzej Munk.

### 1965 : LA SEMAINE ANGLAISE

Poursuivant son redressement Cannes se met à l'heure anglo-saxonne en offrant sa Palme d'Or au « Knack » de Richard Lester et deux prix d'interprétation (dont Terence Stamp) au « Collector » de William Wyller, tandis que le prix Art et Essai va à « Quatre heures du matin » d'Anton Simmons (également primé à Locarno). Pour la troisième année consécutive le Prix Spécial du

jury cannois va à un japonais : « Kwaïdan » de Masaki Kobayashi mais « Yoyo » de Pierre Etaix obtient le Prix de l'Office Catholique et celui de la Jeunesse. De son côté Venise se cramponne à Visconti (Vagues étoilées de la Grande Ourse) et Saint-Sébastien aux Américains (« Mirage »). Berlin passe de la fiction et de la Turquie à « Alpha-ville » de Godard mais donne son Ours d'Argent au « Bonheur » d'Agnès Varda (déjà primé par le Delluc en 64). Moscou pense à l'hiver et sacre le confortable « Guerre et Paix » de Bondartchouk en même temps que « Vingt heures » du Hongrois Zoltan Fabri. Les U.S.A. répliquent en chantant un nouveau Wise : « Mélodie du Bonheur » et offrant un oscar à Julie Christie pour « Darling ». Mais « Les Amours d'une blonde » du Tchèque Milos Forman n'obtiennent que le Prix du CIDALE à Venise.

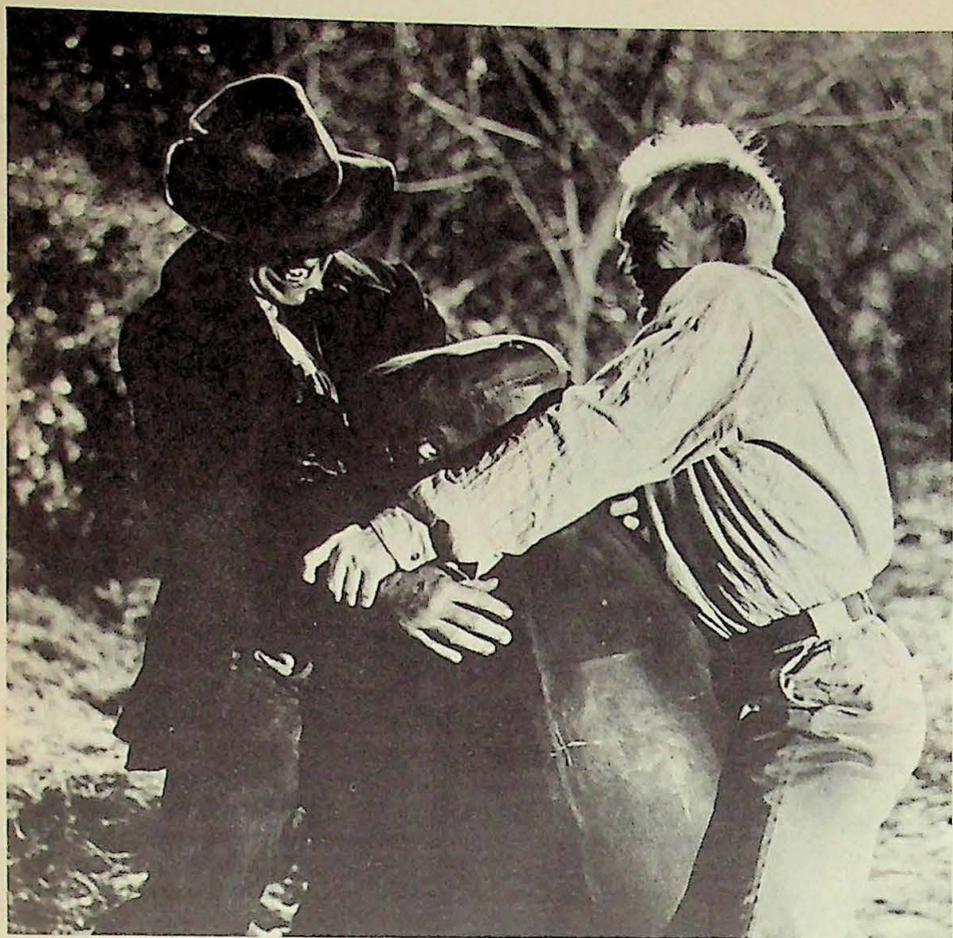
### 1966 : LA PLAIE DES SIGNORI

Nouveau marasme. Cannes gâte son très beau choix de « Un homme et une femme » de Claude Lelouch en l'associant au triste « Signore e Signori » de Pietro Germi. L'affaire fait d'ailleurs scandale dans la presse et dans les rangs du public cannois. Fuyant les pompes et les œuvres de la Croisette, le cinéma d'Art et d'Essai se replie à Hyères pour couronner « Les Poings dans les poches » de l'Italien Mario Bellochio (déjà distingué cependant par Locarno). Mais l'émotion est à son comble quand Venise couronne « La Bataille d'Alger » de Pontecorvo dont les bonnes intentions ne rehaussent pas la médiocrité alors que « Au hasard Balthazar » de Robert Bresson n'obtient que le Prix Spécial du Jury. Tout de même la Coupe Volpi va à la charmante Natalia Arinbassarova pour « Le Premier maître » de Andreï Kontchalovsky. Mais Buenos Aires proclame Mireille Darc meilleure actrice de l'année ! (ah ce manque de chauvinisme !). Or voici qu'en 1967 Hollywood (exception faite pour « Un homme et une femme ») confirme cette mauvaise impression générale par un des plus médiocres palmarès de son histoire en couronnant « Un Homme pour l'éternité » de l'inévitable Zinnemann et « Qui a peur de Virginia Woolf » dont Bernard Le Saux a dit ici ce qu'il fallait en penser. Cannes et Venise ont besoin de bien se tenir !

En somme, les festivals et autres compétitions cinématographiques font plus fonction des baromètres de la production nationale que des sélecteurs internationaux.

Bref, il ne manque plus qu'un festival à Londres pour couronner Losey. A moins que les jurys de Hollywood se souviennent qu'il est Américain. C'est bien ce que nous disions : ils ne sont pas assez chauvins. □

Jean Helms, envoyé spécial de « T.S. » à Cannes, rendra compte du Festival dans nos prochains numéros.



## Cinéma

# Un homme de l'ouest

B. le Saux

Le monde du cinéma est en deuil. Samedi matin dernier, dans une chambre d'hôtel berlinoise, le cinéaste américain Anthony Mann est mort d'une crise cardiaque alors qu'il réalisait son quarante et unième film : *Dandy in Aspic*. Ce film sera achevé par Laurence Harvey qui en est la vedette.

Né à San Diego (Californie) le 30 juin 1907, Anthony Mann avait fait ses débuts dans la carrière cinématographique en tournant des films de série B, assez médiocres certes, mais qui lui avaient permis d'apprendre le métier, un « métier » que plus que tout autre il a possédé à fond.

En 1950, avec William Daniels comme directeur de la photographie, Borden Chase comme scénariste et James Stewart comme vedette, Mann mettait en scène le célèbre *Winchester 73*. Ces trois noms reviendront souvent par la suite au générique de ses films. Citons : *Les Affameurs*, (1952), *L'Appât* (1953), *Je suis un aventurier* (1954), *L'Homme de la Plaine* (1955). En 1958, avec ce chef-d'œuvre : *L'Homme de l'Ouest*, il donnait à Gary Cooper l'un de ses derniers grands rôles.

*Homme de l'Ouest*, cette formule pourrait parfaitement s'appliquer à celui qui fut avec Ford, Walsh et quelques autres un « grand » du western : d'autant plus que c'est

dans ce seul genre que le talent de Mann s'épanouissait totalement. Hormis *Côte 465*, remarquable film de guerre, quitter les plaines de l'Ouest, abandonner les grandes chevauchées ne lui valaient rien ; sa mise en scène devenait alors comparable à la démarche de James Stewart, lorsqu'il descendait de sa monture, une fois le pied posé à terre : hésitante, mal assurée.

Avec la disparition d'Anthony Mann, c'est une page de l'histoire du western qui est tournée, plus encore, c'est l'art cinématographique qui perd un de ses créateurs et non des moindres. □

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

## Théâtre

# La cuisine à l'honneur

Claude Glayman

Dans un texte suggestif publié récemment (1), J.-P. Sartre remarquait qu'à partir du moment où le théâtre n'était plus en mesure de remplir les fonctions du cinéma, une crise s'ouvrait qui mettait en question la possibilité de représentation du réel sur la scène. La reproduction fidèle de la réalité au théâtre semblait désormais interdite, ou plus exactement inutile, car obtenue à l'écran.

Ce propos, pour vrai qu'il soit à première vue, mérite qu'on le soupèse avec beaucoup d'attention. C'est du moins ce que l'on se dit en assistant à la « Cuisine » d'Arnold Wesker. Le thème en est connu, implicite : la cuisine d'un grand restaurant, les coulisses de la bonne nourriture, la peine d'une catégorie de travailleurs oubliés ou auréolés d'une sorte de prestige d'alchimiste. Unité de temps, de lieu, et d'action : une tranche de vie, *banale et signifiante* se déroule devant nous. Le cinéma aurait transfiguré cette réalité.

Le théâtre trouve par contre le ton d'une reconstitution parfaite techniquement et confirme une vocation, bien différente de la destruction du théâtre à laquelle nous convie toute une dramaturgie moderne. Adeptes du précepte de Brecht, Wesker prend pour modèles ceux qui dans le théâtre classique n'étaient que valets, barbiers, seconds. Ici, tout bonnement, le peuple est sujet-roi de l'œuvre. A partir de ce choix délibéré, typique d'un courant culturel britannique, le problème évoqué par

(1) Publié dans la revue belge « Le Point ».

« La cuisine », d'Arnold Wesker, mise en scène d'A. Mnouchkine par le « Théâtre du Soleil ». Ex-cirque Médrano.

L'an dernier, par la même troupe, nous avions vu le « Capitaine Fracasse », la place nous avait manqué pour dire tout le bien que nous en pensions.

Sartre revient à l'esprit, mais à un niveau de réussite tel que l'on doit remarquer que Wesker, d'ores et déjà, a fait avancer le théâtre.

La reproduction fidèle, naturaliste, d'une tranche de vie devient vite un système clos qui ne saurait servir de but au renouveau du théâtre. Aussi bien, dans la « Cuisine », la partie la plus authentique tient-elle à la séquence où la cuisine fonde en quelque sorte sa propre dramaturgie. Il vous faut avoir vu et entendu ce passage de paroxysme : le moment de pointe d'un restaurant. Proprement hallucinant. A tel degré que l'hallucination devient en elle-même la trame dramatique métamorphosant le réel imité. Ici on rejoint Sartre, mais au lieu de parler de théâtre de la destruction, il faudrait parler de théâtre de l'élaboration. Wesker a inventé une voie, en tout cas lui a donné ses lettres de noblesse, puissamment aidé en la circonstance par la mise en scène d'Ariane Mnouchkine.

Par la suite, Wesker paraît plus coincé, car il retrouve le leitmotiv étale de la réalité non transfigurée, réduite à elle-même. La systématisation risquerait alors de l'emporter sur l'inspiration dramatique, si Wesker ne disposait d'un langage toujours fort et d'un arsenal d'anecdotes efficaces. Mais le risque existe d'une certaine impasse à laquelle d'autres n'ont pas su échapper. Sans doute Wesker est-il doué d'une vision qui l'empêche d'achopper, par là il entraîne le théâtre.

Il conviendrait de s'arrêter au travail fantastique de précision, de tension et de vie que fournit une troupe exceptionnelle. Rencontre heureuse et rare entre un texte et une équipe. L'un prolonge l'autre pour aboutir à l'un des plus beaux résultats de la saison que vous ne devez manquer à aucun prix. □

## Semaine T.V.

HOMMAGE A LOUIS GUILLOUX

*Le Sang noir* manqua en 1935 le Prix Goncourt mais fut salué par Paul Nizan, Aragon, Malraux, etc. De son roman, Louis Guilloux, qui est aussi l'auteur de *La Maison du Peuple* et des *Batailles perdues*, a tiré une pièce : *Cripure*. La Télévision nous retransmet la première représentation de celle-ci, donnée à Lyon par la Compagnie du Théâtre du Cothurne de Marcel Maréchal qui continue de la présenter actuellement dans la petite salle du T.N.P. (10 mai, 2<sup>e</sup> ch., 20 h 30). Auparavant à 20 h., un reportage sur Louis Guilloux, par Alain Dhenaux. □

ART ET ESSAI

Semaine exceptionnelle pour les cinéphiles ; à condition, comme toujours, qu'ils possèdent la 2<sup>e</sup> chaîne. Tout d'abord, *Madame porte la culotte* (1949), une comédie de George Cukor avec Spencer Tracy et Katherine Hepburn (7 mai, 14 h 30) ; ensuite, *Une femme disparaît*, un classique de la période anglaise d'Alfred Hitchcock (8 mai, 20 h 30), puis *Mein Kampf*, un excellent film de montage du Suédois Erwin Leiser sur la montée du nazisme à partir des années 1930 (11 mai, 20 h 30) ; enfin *A bout de Souffle*, première œuvre de Jean-Luc Godard (12 mai, 20 h 30). □

## Document

## Guevara : deux ans en Amérique latine

Après l'assassinat de Julio Iribarren Borges, frère du Ministre des Affaires Étrangères Vénézuélien, après la condamnation par le P.C. vénézuélien du castrisme et de ses guérillas ; après le discours de Fidel Castro, prononcé à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de l'attaque du palais présidentiel, au cours duquel le Premier ministre du gouvernement révolutionnaire avait déclaré notamment : « Il n'y a pas un seul événement qui se produise dans ce continent en ébullition qui ne donne lieu immédiatement à l'accusation bien connue qui consiste à en rendre Cuba responsable. Il y a quelques semaines, à l'occasion de la farce électorale qui s'est déroulée au Nicaragua, les sbires de Somoza se sont livrés à un massacre contre le Parti de l'opposition et immédiatement, comme il était logique de s'y attendre, bien qu'il s'agissait d'un Parti portant le nom de Parti conservateur, la responsabilité en était rejetée sur Cuba qui avait provoqué ce choc et fait couler le sang. Il en est de même pour tout événement où qu'il se produise. S'agit-il de la Colombie ? Cuba en est responsable. S'agit-il du Guatemala ? Cuba est responsable. S'agit-il d'un soulèvement de l'armée à Saint-Domingue entraînant une intervention des troupes yankees ? Inévitablement Cuba sert de justification. Rien ne se passe pratiquement sur ce continent sans que Cuba en soit responsable. Et Cuba n'a qu'une responsabilité : celle d'avoir fait une révolution et d'être décidée à la poursuivre jusqu'au bout. Telle est la responsabilité de Cuba. Nous assumons cette responsabilité. » (1)

Après cette série d'événements, la publication par le gouvernement de La Havane d'une lettre du Commandant "Che" Guevara, revêt une importance capitale. (2)

La première partie de cette longue lettre de 24 pages, illustrée de six photographies du "Che", est consacrée à l'agression nord-américaine au Vietnam. Nous retiendrons la deuxième partie de la lettre qui traite des mouvements révolutionnaires en Amérique Latine. — Jean-Michel Fossey.

En Amérique Latine, on lutte les armes à la main au Guatemala, en Colombie, au Venezuela et en Bolivie, et les premiers signes se manifestent déjà au Brésil. Il y a d'autres foyers de résistance qui surgissent et s'éteignent. Mais presque tous les pays de ce continent sont mûrs pour une pareille lutte, laquelle pour triompher exige pour le moins l'instauration d'un gouvernement de tendance socialiste.

Dans le cadre de cette lutte de portée continentale, les luttes qui se poursuivent actuellement de façon active sont seulement des épisodes, mais elles ont déjà donné les martyrs qui auront leur place dans l'histoire américaine pour avoir donné leur quote-part de sang nécessaire à cette dernière étape de la lutte pour la pleine liberté de l'homme. Dans ce martyrologe figureront les noms du Commandant Turcios Lima, du père Camilo Torres, du Commandant Fabricio Ojeda, des Commandants Lobatón et Luis de la Puente Ucceda, figures de premier plan dans les mouvements révolutionnaires du Guatemala, de la Colombie, du Venezuela et du Pérou.

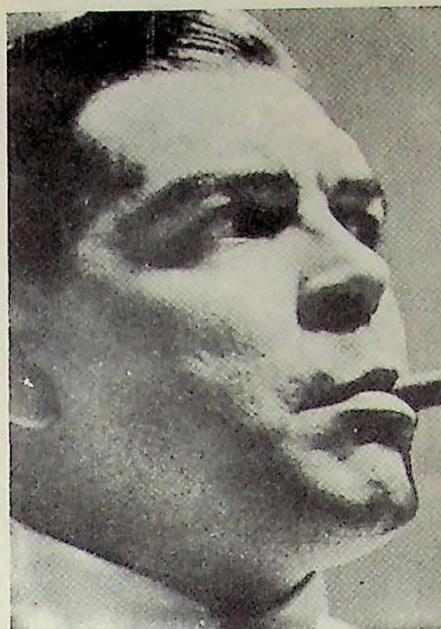
Mais la mobilisation active du peuple crée ses nouveaux dirigeants ; César Montes et Yon Sosa lèvent le drapeau au Guatemala, Fabio Vázquez et Marulanda le font en Colombie, Douglas Bravo à l'occident et

Américo Martín dans les montagnes du Bachiller dirigent leurs fronts respectifs au Venezuela.

## De nouveaux foyers de guerre surgiront

De nouveaux foyers de guerre surgiront dans ces pays-là et d'autres pays américains, comme c'est déjà le cas en Bolivie, et de plus en plus ils augmenteront, avec toutes les vicissitudes qu'implique ce métier dangereux de révolutionnaire moderne. Beaucoup mourront victimes de leurs erreurs, d'autres tomberont dans le dur combat qui s'approche ; de nouveaux lutteurs et de nouveaux dirigeants surgiront dans l'ardeur de la lutte révolutionnaire. Le peuple formera peu à peu ses combattants et ses guides dans le cadre sélectif de la guerre même, et les agents yankees de répression augmenteront. Aujourd'hui il y a des conseillers dans tous les pays où se poursuit la lutte armée et l'armée péruvienne réalisa, à ce qu'il paraît avec succès, une battue contre les révolutionnaires de ce pays, lui aussi conseillé et entraîné par les yankees. Mais si les foyers de guerre sont dirigés avec suffisamment d'intelligence politique et militaire, ils deviendront imbattables, et exigeront de nouveaux envois des yankees. Au Pérou même, de nouvelles figures, pas encore connues, réorganisent la lutte de guérilla avec ténacité et fermeté.

Partout l'armée nationale fantôme se désintègre sous les coups des guérillas. C'est la voie prise par le Vietnam ; c'est le chemin que doi-



Citoyen de l'Amérique latine.

vent suivre les peuples ; c'est le chemin que suivra l'Amérique, avec la caractéristique spéciale que les groupes en armes pourront former des Conseils de Coordination pour rendre difficile la tâche répressive de l'impérialisme yankee et faciliter leur propre cause.

Il est absolument juste d'éviter tout sacrifice inutile. C'est pourquoi il est si important de faire la lumière autour des possibilités effectives dont l'Amérique dépendante dispose pour se libérer par des moyens pacifiques. La réponse à cette interrogation est claire pour nous ; le moment actuel pourra être, oui ou non, le moment indiqué pour déclencher la lutte, mais nous ne pouvons nous faire aucune illusion, ni nous n'en avons le droit, de conquérir la liberté sans combattre. Et les luttes ne seront pas de simples combats de rue, de pierres contre les gaz lacrymogènes, ni de grèves générales pacifiques ; et ce ne sera pas non plus la lutte d'un peuple en colère qui détruit en deux ou trois jours le dispositif répressif des oligarchies dirigeantes ; ce sera une longue lutte, sanglante, dont le front se trouvera dans les abris des guérillas, dans les villes, dans les maisons des combattants, où la répression cherchera des victimes faciles parmi leurs proches, dans la population paysanne massacrée, dans les villes et les villages détruits par le bombardement ennemi.

## Nous sommes acculés

On nous a acculés à cette lutte ; il ne nous reste pas d'autre ressource que de la préparer et de nous décider à l'entreprendre. Les débuts ne seront pas faciles. Ils seront extrêmement difficiles. Toute la capacité de répression, toute la capacité de brutalité et de démagogie des oligarchies sera mise au service de cette cause. Notre mission, dans les premiers temps, sera de survivre, ensuite œuvrera l'exemple continu de la guérilla, réalisant la propagande armée, selon l'acceptation vietnamienne du terme, autant dire la propagande des

tirs, des combats qui sont gagnés ou perdus mais qui se livrent contre les ennemis. Le grand enseignement de l'invincibilité de la guérilla imprégnera les masses de dépossédés. La galvanisation de l'esprit national, la préparation à des tâches plus dures, pour résister à de plus violentes répressions. La haine comme facteur de lutte ; la haine intransigeante de l'ennemi, qui pousse au-delà des limites naturelles de l'être humain et le change en une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer. Nos soldats doivent être ainsi ; un peuple sans haine ne peut triompher sur un ennemi brutal.

Il faut mener la guerre jusqu'au ennemi la mène : chez lui, dans ses lieux d'amusement. Il faut la faire totalement. Il faut lui empêcher d'avoir une minute de tranquillité, une minute de calme hors de ses casernes, et même dedans ; il faut l'attaquer là où il se trouve ; qu'il ait la sensation d'une bête traquée partout où il passe. Alors il perdra peu à peu son moral. Il deviendra plus bestial encore mais on notera chez lui les signes de la défaillance qui se font voir.

Chaque goutte de sang versé sur un territoire sous le drapeau duquel on n'est pas né, est une expérience que recueille celui qui en survit pour l'appliquer ensuite à la lutte pour la libération de son lieu d'origine. Et chaque peuple qui se libère est une étape gagnée de la bataille pour la libération du propre peuple.

C'est l'heure de modérer nos divergences et de tout mettre au service de la lutte.

Si nous autres, ceux qui en un petit point de la carte du monde, nous accomplissons le devoir que nous préconisons et mettons au service de la lutte ce peu qu'il nous est permis de donner : nos vies, notre sacrifice, il nous revient un de ces jours de lancer le dernier soupir sur n'importe quelle terre, désormais nôtre, arrosée par notre sang, sachez que nous avons mesuré la portée de nos actes et que nous ne nous considérons rien d'autre que des éléments de la grande armée du prolétariat, mais nous nous sentons fiers des leçons reçues de la Révolution cubaine et de son grand dirigeant suprême, la grande leçon qui émane de son attitude dans cette partie du monde : « qu'importent les dangers ou les sacrifices d'un homme ou d'un peuple, quand ce qui est en jeu c'est le destin de l'humanité ».

Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les États-Unis d'Amérique du Nord. N'importe où nous surprendra la mort, quelle soit la bienvenue, du moment que notre cri de guerre parvienne à une oreille réceptive, et qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres avec le crépitement des mitraillettes et de nouveaux cris de guerre et de victoire. □

(1) "Gramma" 19-3-1967.

(2) Lettre publiée par le Secrétariat de l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. La Havane 16-4-1967.